GRISÉLIDIS

Association de santé communautaire
Travail du sexe, prostitution

RAPPORT D'ACTIVITÉ 2024

RAPPORT MORAL

En 2024, malgré un contexte général tendu (inflation, dégradation des services publics, hausse des violences, etc.), Grisélidis a su poursuivre ses missions avec détermination, grâce à une équipe solide et des partenariats toujours renforcés. J'aimerais revenir sur certains moments marquants de cette année écoulée, sur les difficultés auxquelles nous avons dû faire face et sur les ajustements nécessaires pour continuer à accueillir et accompagner au plus près les travailleurs et travailleuses du sexe.

Renforcement de la collaboration avec le CEGGID et extension de nos actions

Durant l'année, nous avons renforcé notre collaboration avec le CEGGID, partenaire clé de notre travail en santé communautaire. Leur présence régulière au sein de nos locaux, ainsi que leurs présences lors de trois tournées par an à bord de notre bus de prévention, nous permettent d'étendre notre action et de toucher une population souvent éloignée des dispositifs classiques de soin et de prévention. Cette approche "de l'aller-vers", qui est au cœur de notre travail, est non seulement essentielle pour répondre aux besoins immédiats, mais elle garantit également qu'aucune personne ne soit laissée de côté.

Nos actions de formation en constante évolution

Nos actions de formation sont temporairement suspendues, le temps de finaliser notre dossier Qualiopi. Toutefois, les sollicitations ne cessent d'augmenter, témoignant de la demande croissante des professionnel·les de terrain. Conscient·es de cette nécessité, nous avons malgré tout développé une formation spécifique pour améliorer l'accueil et l'accompagnement des mineur·es vendant des services sexuels. Ce programme vise à donner aux intervenant·es une meilleure compréhension des enjeux auxquels ces jeunes sont confronté·es, ainsi que des outils adaptés. Par ailleurs, un autre projet de formation est en préparation, destiné directement aux jeunes, afin de prévenir les violences, le cyberharcèlement et de parler de consentement.

Ces formations sont cruciales pour partager notre expertise sur un sujet en constante évolution. Elles permettent de transmettre des connaissances et des outils afin de garantir un accompagnement de qualité.

Santé mentale et précarité : une pression croissante sur nos accompagnements

Nous constatons une recrudescence inquiétante des troubles psychologiques parmi les personnes que nous accompagnons. Ce phénomène est directement lié à la crise de la santé mentale en France : les CMP sont saturés, les délais d'attente chez les psychologues et psychiatres s'allongent indéfiniment, et les coupes budgétaires se succèdent à un rythme effréné. Pendant ce temps, la souffrance continue de croître.

À Grisélidis, cette réalité nous oblige à adapter nos pratiques pour maintenir un soutien constant. Nous avons ainsi élargi nos horaires d'ouverture, y compris pendant les pauses, afin de rester disponibles pour les personnes dans le besoin. Désormais, l'équipe est mobilisée en continu, sans interruption. Pour éviter de laisser les bénéficiaires sans accompagnement trop longtemps, nous avons également réduit au strict minimum les périodes de fermeture, en

organisant les congés de façon décalée. Ces ajustements étaient nécessaires pour faire face à ce contexte de plus en plus tendu.

Par ailleurs, les créneaux de consultation avec notre psychologue sont désormais complets, témoignage de l'ampleur et de l'urgence des besoins en matière d'écoute et de soutien. Répondre à ces besoins fait partie intégrante de notre mission, mais cette adaptation incessante épuise une équipe déjà sous pression. La fatigue s'installe, reflet d'un engagement quotidien qui dépasse largement le cadre habituel du travail social.

Parallèlement, en raison de financements insuffisants, nous avons été contraints de réduire la distribution d'aides à la vie quotidienne (AVQ), un soutien essentiel dans un contexte de précarité généralisée. Ne pas pouvoir y répondre augmente la détresse des personnes et fragilise la relation que nous avons avec elles. Cette situation exerce une pression importante sur l'équipe, qui continue pourtant à se mobiliser chaque jour.

Les personnes trans, en première ligne de la haine

Nous constatons une augmentation significative du nombre de personnes trans accueillies à l'association. Cela n'est pas anodin : ces personnes sont particulièrement exposées à la violence, surtout dans un climat actuel marqué par une montée des discours réactionnaires et des logiques fascisantes, rendant leur quotidien plus précaire et dangereux. Que ce soit dans la rue, dans l'accès aux soins ou sur les réseaux sociaux, les personnes trans subissent une haine décomplexée. Dans ce contexte, il est primordial pour Grisélidis de proposer un accompagnement adapté et accessible à cette population en particulier, afin de leur offrir des espaces d'écoute et de soutien.

Un automne éprouvant : attaques injustes et conséquences graves

Grisélidis était déjà mobilisée sur de nombreux fronts lorsque, à l'automne, un événement particulièrement préjudiciable est survenu, accaparant une grande partie de notre énergie pour le reste de l'année.

En octobre 2024, le Mouvement du Nid (MDN) a publié un communiqué nous accusant à tort d'avoir exercé des pressions sur une librairie pour empêcher la tenue d'un de leurs événements. Nous avons immédiatement démenti cette accusation, et un groupe féministe indépendant (à l'origine de l'échange avec le libraire) a revendiqué publiquement son action. Malgré ces clarifications, le MDN a maintenu ses allégations infondées.

Au-delà de l'atteinte à notre image, ce communiqué mensonger a mis en péril l'existence même de notre association. En octobre puis en décembre, nous avons alerté nos partenaires sur les risques que ces accusations faisaient peser sur nos financements, et donc sur notre capacité à accompagner les personnes les plus vulnérables. Malheureusement, ces craintes se sont concrétisées. Quelques jours après la publication de ce communiqué, la Préfecture a retiré une subvention de 40 000 euros qui nous avait été accordée une semaine plus tôt. Et ce, malgré nos efforts pour rétablir la vérité et démontrer que nous n'étions pas impliqué·es dans l'action évoquée.

Cette subvention représentait une reconnaissance importante de notre travail en Occitanie, notamment auprès des victimes de la traite. Son retrait brutal a été un coup dur, tant sur le plan financier que moral. Nous avons dû consacrer un temps considérable à expliquer la situation à

nos partenaires. Plus grave encore, nous avons dû engager des frais juridiques importants pour défendre l'intégrité de Grisélidis.

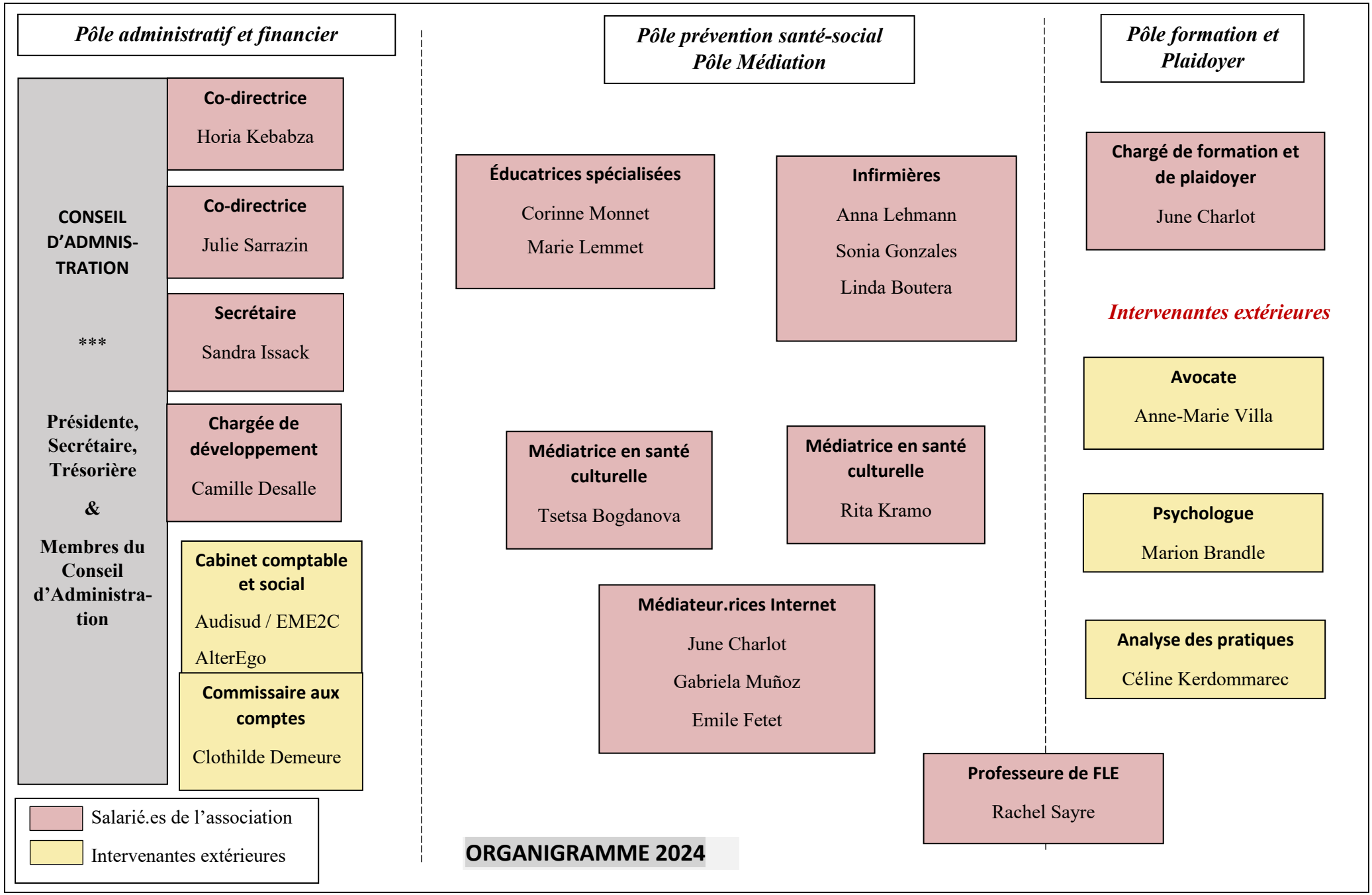
Cette situation a eu des conséquences graves, tant sur le plan financier que moral, et, fin 2024, l'affaire restait loin d'être réglée. En 2025, nous serons contraint·es de continuer à allouer une part significative de notre temps et de nos finances à la gestion de ce dossier, nous détournant ainsi de nos missions principales.

Conclusion

Face à l'augmentation des besoins et à la diminution de nos ressources, cette année a été marquée par des contraintes budgétaires et des subventions fragiles (et arbitrairement retirées !). Néanmoins, l'engagement de notre équipe nous a permis de maintenir nos actions essentielles.

Ce rapport témoigne de ce travail indispensable et des choix difficiles que nous avons dû faire pour continuer à accompagner les plus vulnérables. Si notre détermination reste intacte, un soutien renforcé et une reconnaissance claire de l'importance de notre travail sont essentiels pour garantir l'accès aux droits et à la dignité des personnes les plus précaires.

Sarah Lanselle, Présidente


Pôle administratif et financier
Pôle prévention santé-social
Pôle Médiation
Pôle formation et
Plaidoyer
CONSEIL D'ADMNIS-TRATION
***
Présidente, Secrétaire, Trésorière
&
Membres du Conseil d'Administra-tion
Co-directrice
Horia Kebabza
Co-directrice
Julie Sarrazin
Secrétaire
Sandra Issack
Chargée de développement
Camille Desalle
Cabinet comptable et social
Audisud / EME2C
AlterEgo
Commissaire aux comptes
Clothilde Demeure
Éducatrices spécialisées
Corinne Monnet
Marie Lemmet
Infirmières
Anna Lehmann
Sonia Gonzales
Linda Boutera
Médiatrice en santé culturelle
Tsetsa Bogdanova
Médiatrice en santé culturelle
Rita Kramo
Médiateur.rices Internet
June Charlot
Gabriela Muñoz
Emile Fetet
Professeure de FLE
Rachel Sayre
Chargé de formation et de plaidoyer
June Charlot
Intervenantes extérieures
Avocate
Anne-Marie Villa
Psychologue
Marion Brandle
Analyse des pratiques
Céline Kerdommarec
Salarié.es de l'association
Intervenantes extérieures
ORGANIGRAMME 2024

Nos actions en 2024

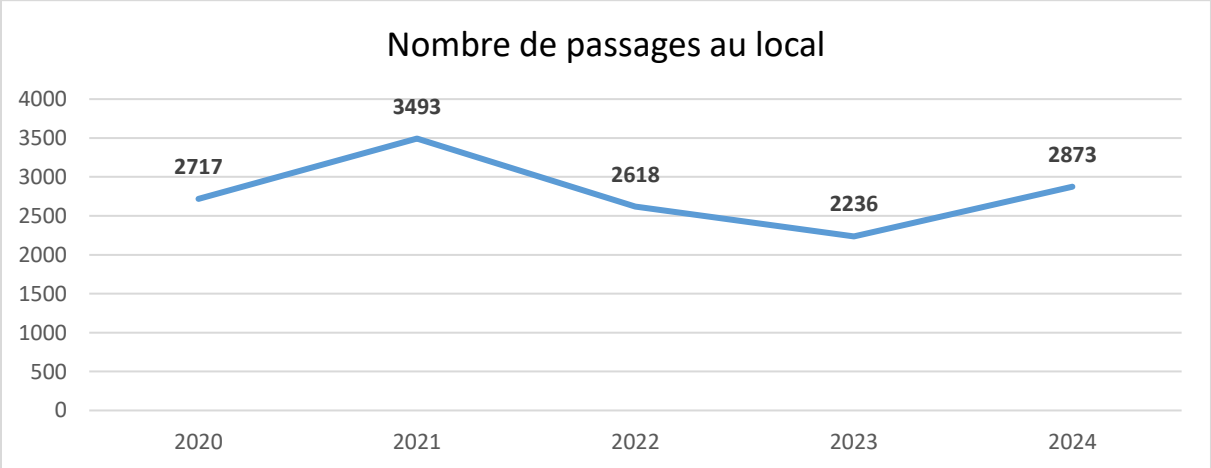
L'accueil inconditionnel au local

Nous avons assuré nos deux permanences hebdomadaires d'accueil sans RDV : les mardis et les jeudis de 14h à 18h. Les autres jours, le local est ouvert sur RDV, ou pour gérer et prendre en charge les urgences (violences, IVG hors-délai, TPE, etc…)

- Lors de nos permanences d'accueil avec et sans RDV au local, nous avons totalisé **2873 passages en 2024**. Nous observons une hausse de 600 passages au local en comparaison avec l'année 2023 (où nous avions fermé plusieurs semaines pour notre déménagement).

Bilan quantitatif - accueil inconditionnel au local en 2024	
Nombre de passages	**2873**
Nombre de personnes suivies	**182**
File active totale	**322**
Dossiers AVQ	**124**

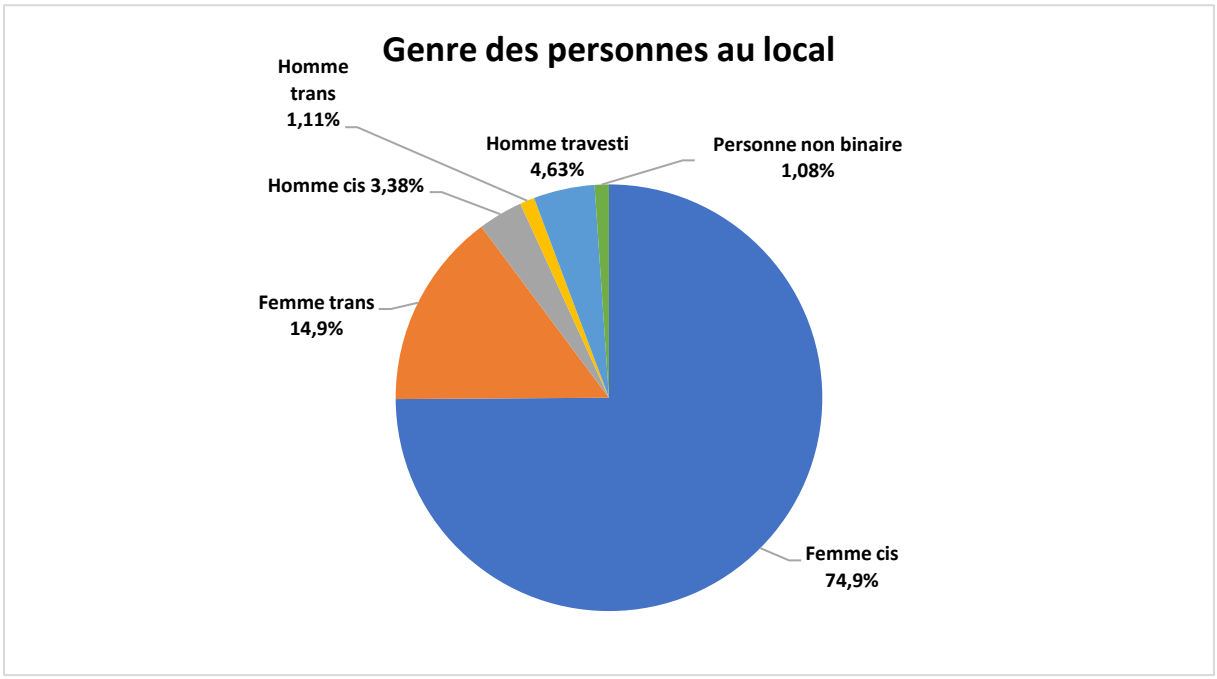
❖ Le public accueilli au local

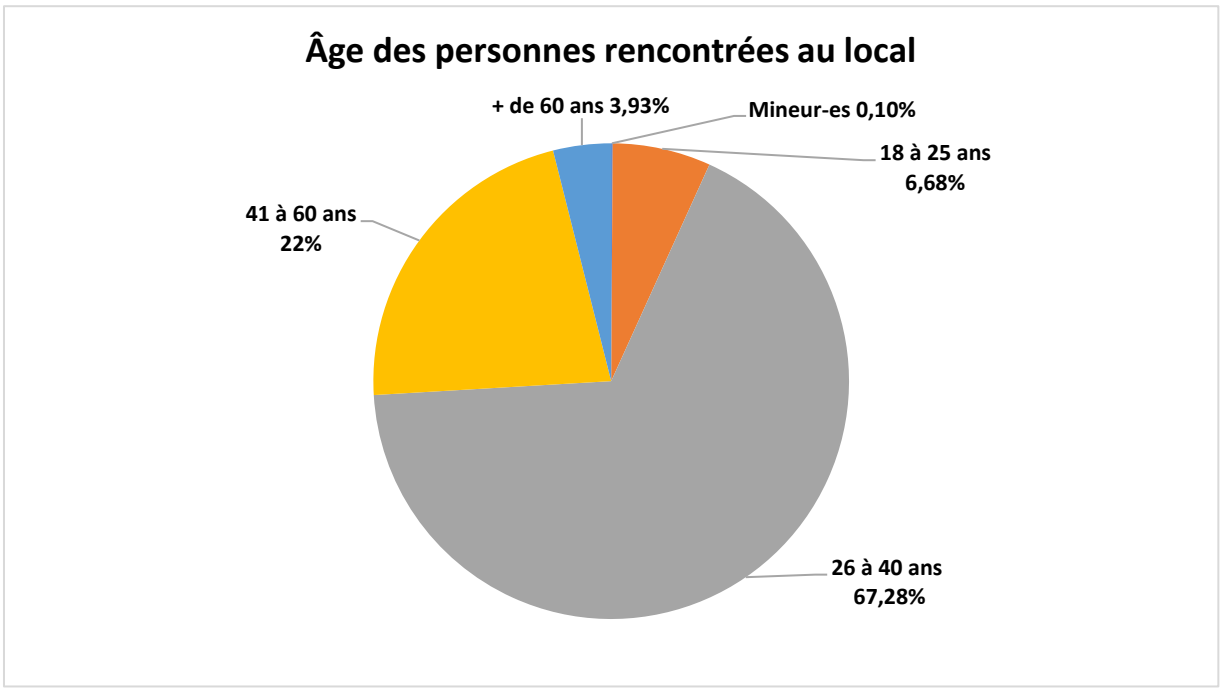


Principales caractéristiques du public accueilli :

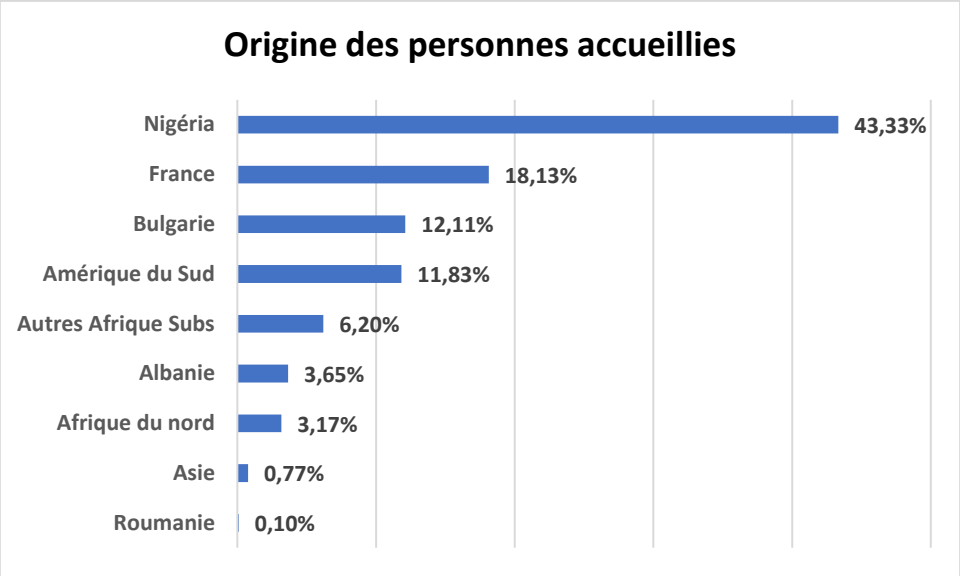
Les femmes cisgenre constituent une très large part du public accueilli au local (75%). La proportion de personnes trans accueillie au local continue d'augmenter considérablement (16% en 2024, contre 13% en 2023, 6% en 2022 et 3% en 2021). La proportion d'hommes et travestis

reste faible (8%). La tranche d'âge des 26-40 ans reste majoritaire avec 67 % des personnes reçues.





Les personnes migrantes sont très largement majoritaires avec 82 %. La part des femmes nigérianes est toujours légèrement en baisse (43%), celles des femmes originaires d'Amérique du Sud se confirme avec 11%. La part des personnes d'Europe de l'Est reste importante mais baisse légèrement et représente 16% des personnes accueillies. La part des personnes françaises est en augmentation : 18%, composée notamment des travailleuses du sexe âgées qui travaillent depuis des années et un public queer plus jeune.



Focus : Aides à la vie quotidienne (AVQ)

La crise de l'hébergement, l'inflation, l'augmentation de la précarité et des situations de pauvreté des personnes que nous accompagnons sont la porte d'entrée par laquelle les personnes viennent nous rencontrer au local. Les dernières années marquées par la crise sanitaire et l'inflation ont eu un impact très fort sur les TDS et leurs conditions de vie. L'association s'est mobilisée pour obtenir des fonds (publics et privés) afin de soutenir les personnes et pallier aux besoins les plus urgents de première nécessité (nourriture, maintien dans le logement, etc.).

En effet, nous avons assuré durant de longs mois un soutien aux personnes qui se prostituent sous forme d'aides à la vie quotidienne (AVQ, c'est-à-dire des tickets-services et aides financières directes). 225 entretiens ont été assurés par l'équipe autour de ce thème et 124 personnes ont pu bénéficier de ces AVQ. La pauvreté augmente de manière considérable dans le public que nous accompagnons, et nous avons dépassé le budget prévisionnel pour cette action. **En 2024, faute de soutien financier, nous avons dû baisser les AVQ.**

« Outreach » /Aller vers dans la rue

En 2024, nous avons réalisé **39 tournées de nuit en bus** (les vendredis 21h-4h).

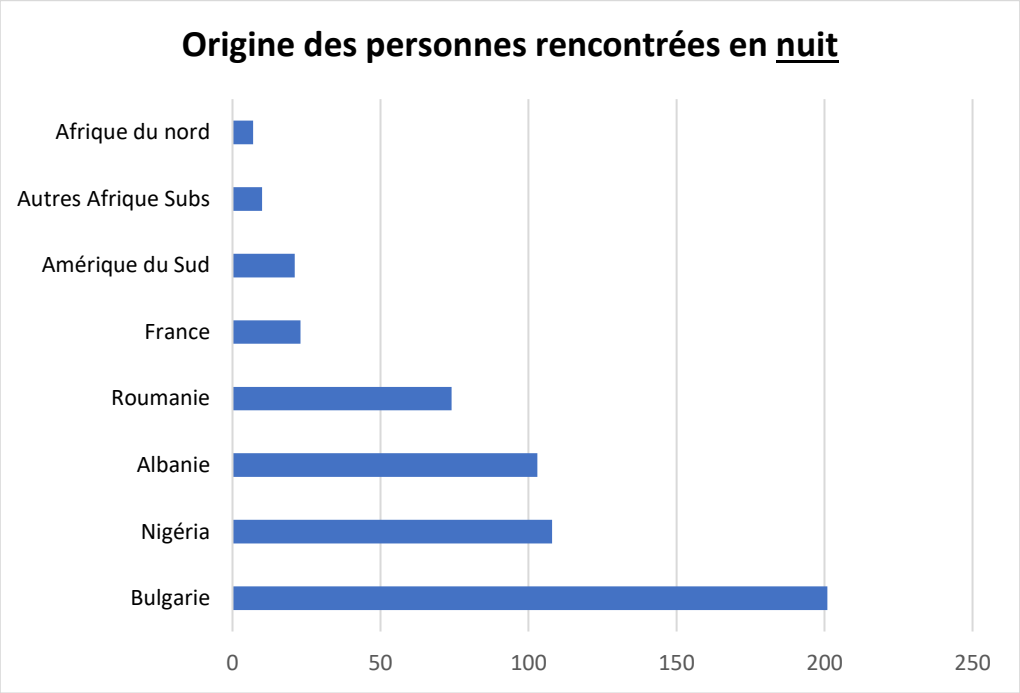
Nos actions « hors les murs » de jour (tournées de trois heures environ) ont été réalisées les mercredis, à pied, à des heures variables afin de pouvoir entrer en contact avec l'ensemble des personnes présentes sur le territoire, ou bien avec le bus de prévention lors des permanences hebdomadaires à Place Belfort. Cela représente en tout **50 tournées de jour.**

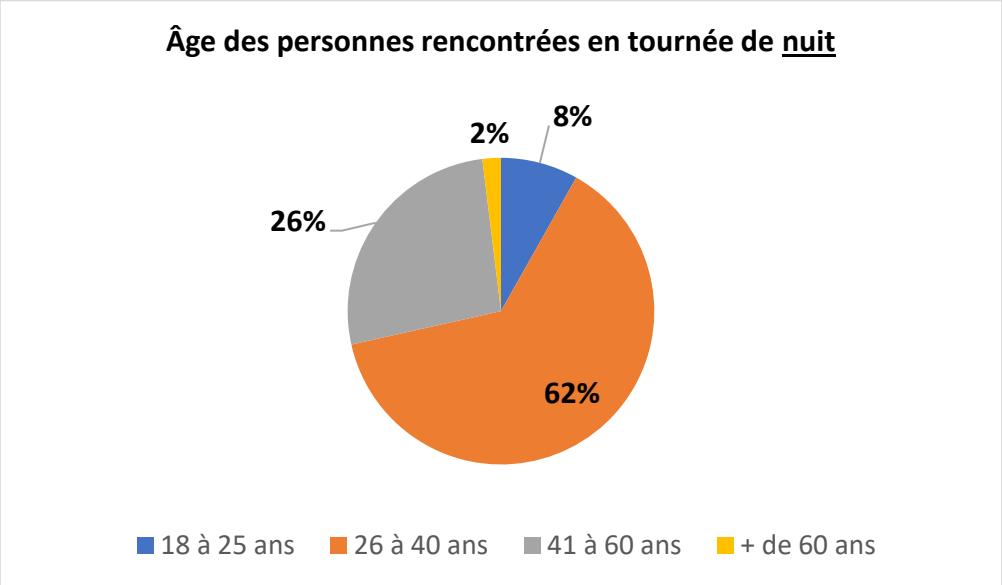
Lors de ces maraudes nous avons réalisé **1560 contacts de nuit,** et **près de 550 contacts en journée**. Nous avons mis en place des tournées de jour plus systématiques afin d'adapter nos actions de prévention en fonction des modifications des horaires de prostitution à Toulouse. Nous faisons le constat d'une baisse significative de la prostitution de rue.

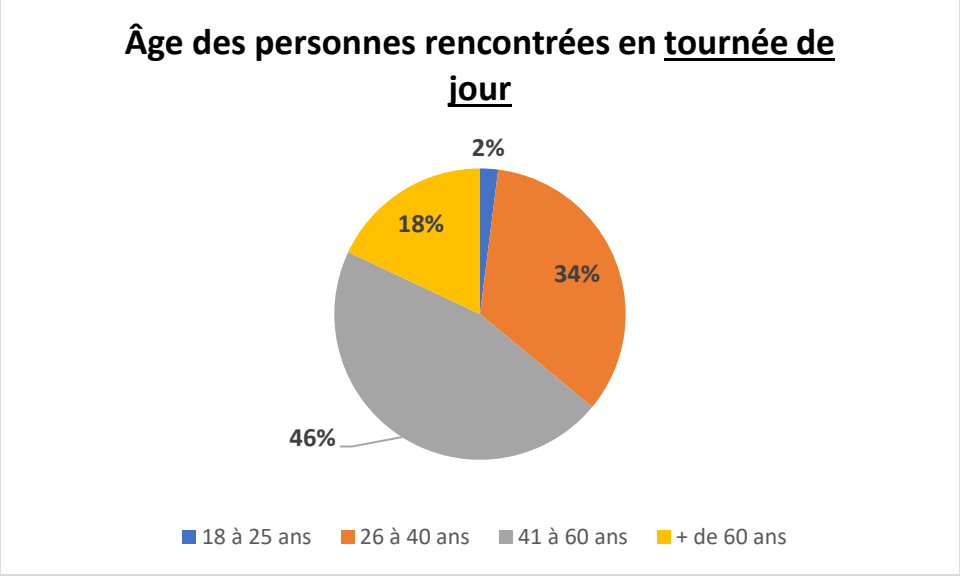
Outreach rue	**2022**	**2023**	**2024**
Tournées de nuit réalisées	**37**	**34**	**39**
Maraudes de jour réalisées	**43**	**52**	**50**
Nombre de contacts en rue	**2123**	**2026**	**2133**

Comme les années précédentes, les TDS dans la rue la nuit sont des **femmes à 93 %** et des **personnes migrantes à 93 %** : la proportion des femmes originaires du Nigéria est stable cette année (21% contre 24% en 2023), et la présence des TDS originaires des pays d'Europe de l'Est diminue légèrement avec 57% au lieu de 65% (Bulgarie, Roumanie et Albanie). Nous rencontrons régulièrement de nouvelles jeunes femmes bulgares et albanaises.

Nous constatons une hausse de la présence de femmes originaires d'Amérique du Sud, passant de 2% en 2023 à 5% en 2024. Nous savons que ce sont des femmes très mobiles qui se déplacent au niveau géographique, entre l'Espagne et la France, mais aussi dans d'autres villes et régions de France. Les femmes d'Amérique du Sud continuent de venir au local de Grisélidis, elles nous repèrent aussi grâce à nos tournées virtuelles.


Origine des personnes rencontrées en nuit
Afrique du nord
Autres Afrique Subs
Amérique du Sud
France
Roumanie
Albanie
Nigéria
Bulgarie
0
50
100
150
200
250


Âge des personnes rencontrées en tournée de nuit
8%
2%
26%
62%
18 à 25 ans
26 à 40 ans
41 à 60 ans
+ de 60 ans



Lors des tournées de jour, nous rencontrons de plus en plus des femmes qui travaillent de façon isolée en périphérie (Fondeyre, route de Fenouillet, Avenue des Etats-Unis…). Elles sont présentes dans la rue à toute heure et sur différents lieux, avec une amplitude horaire très importante.

Les travailleuses du sexe de rue sont moins jeunes qu'auparavant, notamment des femmes originaires des pays de l'Est (Bulgarie) qui travaillent en rue depuis de nombreuses années. C'est particulièrement le cas des femmes rencontrées en journée (tournées et permanences place Belfort). Elles avaient arrêté le travail du sexe depuis longtemps, et ont repris de manière occasionnelle. Nous sommes également en lien de manière régulière avec de plus en plus de femmes usagères de drogues, à qui nous distribuons du matériel de RDR.

De fait, ces personnes ont des besoins en santé en augmentation, et nos actions de médiation en santé, menées par les médiatrices et les IDE sont d'autant plus nécessaires.
Il est important de noter que certaines de nos maraudes de nuit sont interrompues pour gérer des urgences : violences et/ou agressions vécues par des femmes. Ainsi les maraudes peuvent se transformer en accompagnement pour déposer plainte pour proxénétisme, en accompagnement aux urgences pour des soins ou encore en accompagnement aux urgences pour une prise de TPE.

❖ Les tournées en Région Occitanie

Dans le cadre de notre projet régional, nous assurons progressivement une présence sur l'ensemble de la Région Occitanie avec des tournées et des permanences dans les zones « blanches » de la région. Nous avons mis en place des actions dans le Tarn, l'Aude, l'Hérault, les Pyrénées Orientales, le Tarn et Garonne, le Lot, l'Ariège, les Hautes Pyrénées.

Nous allons vers les travailleur.ses du sexe les plus isolé.es de la région, pour favoriser notamment leur accès aux services de santé locaux. Avant nos tournées et déplacements en Région, l'équipe Internet assure des tournées virtuelles auprès des TDS de ces départements pour mieux les repérer, identifier leurs besoins et les orienter vers nos permanences.

Exemple de situation : Nous avons un contact régulier avec une TDS depuis plusieurs années via une tournée virtuelle. Nous l'avons rencontré physiquement pour la première fois lors de notre permanence à Tarbes. Cette rencontre a permis de débuter un suivi sur la santé, ainsi qu'un accompagnement à la lutte contre les discriminations.

8 tournées en région en direction des TDS isolé.es ont eu lieu durant l'année : 2 dans le Tarn (Albi), 1 dans l'Aude (entre Béziers et Narbonne), 2 dans l'Hérault (entre Béziers et Perpignan, ainsi qu'au nord de Montpellier en direction du Gard), 3 dans les Pyrénées Orientales (entre Narbonne et Perpignan ainsi que dans la ville de Perpignan).

Les femmes rencontrées (une quinzaine en moyenne par tournée) lors des tournées en Région sont souvent des femmes migrantes originaires d'Afrique (en rue à Albi) ou d'Europe de l'Est (sur les routes entre Narbonne et Perpignan). Même si elles sont peu nombreuses, toutes les femmes rencontrées sont très éloignées de la prévention (il arrive que certaines utilisent 2 préservatifs lors des rapports sexuels, pensant ainsi mieux se protéger…) et du soin, avec une méconnaissance quasi-totale des droits (tel l'AME par exemple). Ces maraudes sont l'occasion de mener de longs entretiens sur leurs situations et leurs besoins, de réaliser des TROD dans notre bus, et de les orienter au mieux vers les partenaires de la Région.

Les permanences hors les murs permettent également de rencontrer des TDS hispanophones, originaires d'Amérique du Sud et qui travaillent « en tour ». Cette modalité du travail sexuel s'accompagne de nombreux freins à l'accès aux droits et aux soins. Elles se déplacent de ville en ville, n'ont pas la nationalité française, elles ne maitrisent pas la langue et du fait de leur mobilité ont du mal à repérer les services de soins ou de santé.

Le rôle de la médiation en santé communautaire et culturelle est bien sûr essentiel dans ce type d'actions, afin de faire de l'information, proposer des dépistages, d'assurer une continuité de traitement, de repérer les besoins les plus urgents et d'orienter vers les partenaires rencontrés et sensibilisés à l'accueil des TDS dans le cadre de ce projet.

Dans ce cadre, nous avons rencontré **de nouveaux partenaires en Région** :

Le CeGIDD de Auch, le CeGIDD de Cahors, l'association LGBT Accept à Saint Gaudens, Dispositif Intermède – Mineurs qui se prostituent à Perpignan.

Ces rencontres ont donné lieu par la suite à **dix permanences hors les murs** :

- Neuf permanences en CeGIDD (Albi, Montauban, Cahors, Pamiers, Béziers, Sète, Tarbes)
- Une à l'association Accept à Saint Gaudens

❖ « Outreach virtuel » /Aller vers sur Internet

Actualités 2024 : un site de rencontres ferme, un autre devient payant

Le principal site d'escorting SexeModel est devenu payant. Son tarif est désormais de 100€/mois contre 80€ en une fois - à l'inscription - précédemment. Nous observons deux conséquences :

- Moins de « fake », de faux profils d'escorts qui extorquent de l'argent aux clients
- Moins d'annonces de TDS qui adoptent d'autres stratégies (ne pas laisser activer l'annonce tout le temps mais seulement quelques jours pour économiser les 100€ dépensés, essayer de travailler via d'autres sites)

A titre d'exemple, il y a trois ans nous comptions 300 TDS sur internet à Toulouse, nous en comptions 800 avant l'augmentation du tarif de SexModel. Aujourd'hui, à la suite de l'augmentation du tarif, il y a 300 annonces.

Le site Cocochat a fermé. Il permettait des échanges anonymes sans création de compte et de nombreux.ses TDS travaillaient dessus.

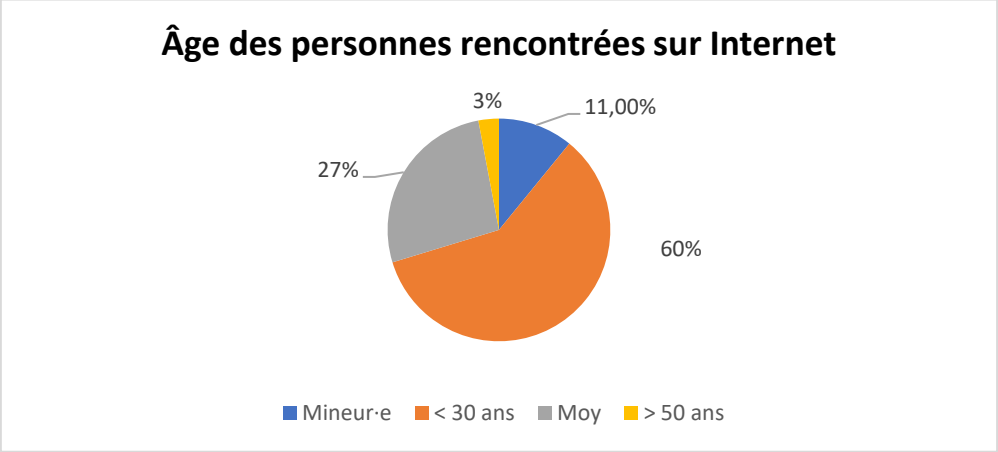
L'équipe de médiation en santé sur Internet est composée de 3 médiateur.rices communautaires : une médiatrice hispanophone, une médiatrice qui assure la médiation communautaire plus particulièrement envers les HSH, et un médiateur en santé, chargé de projet, qui pilote l'action d'aller vers sur Internet.

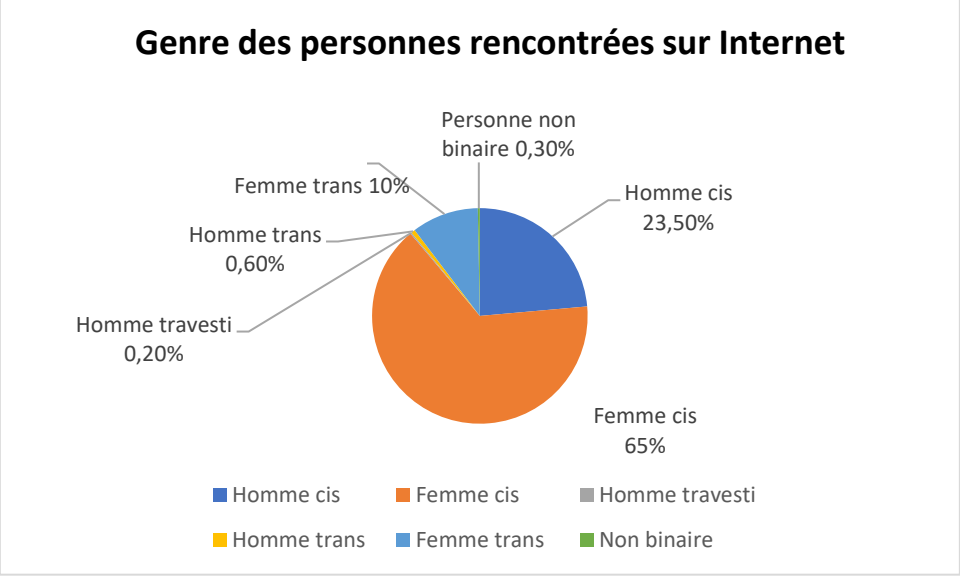
En 2024, **6535 contacts ont été réalisés**.

Outreach Internet	2022	2023	2024
Contacts en tournées Net	**4250**	**5787**	**6535**
- dont contacts en Occitanie	**2645**	**2765**	**3470**
Entretiens Net réalisés	**342**	**255**	**265**
Envois de kits de prévention	**182**	**191**	**134**

Les annonces sur le net sont le fait de personnes jeunes (60 % ont moins de 30 ans) et de femmes cis et trans à 75 %. L'équipe prend contact avec les TDS via les sites d'escorting (sexmodel, hunqz, etc…). Depuis quelques années beaucoup de TDS sont présent.es sur les réseaux sociaux en particulier les personnes jeunes et peu informées sur la prévention. Nous sommes

donc présent.es sur Facebook, Bluesky, Instagram, Snapchat et Tiktok. Nous avons renforcé nos interventions, et touchons de plus en plus de personnes sur les réseaux sociaux.





En 2024, la hausse de la présence des personnes qui se prostituent via Internet au local est toujours avérée. Cette année **l'équipe a accompagné 34 personnes qui se prostituent sur Internet (+6 par rapport à 2023)** de manière globale et personnalisé. Cet accompagnement consiste en un suivi individualisé avec les travailleuses sociales, les infirmières et la psychologue, en fonction des besoins repérés.

Plusieurs d'entre elles participent très régulièrement aux repas et aux activités collectives (ateliers santé sexuelle, ateliers d'auto-défense, sorties etc.) organisées par l'association de manière communautaire.

Les thématiques abordées lors des entretiens sur internet apparaissent dans le tableau suivant.

SANTE	2021	2022	2023	2024
IST / VIH / hépatites	161	115	90	72
PrEP	20	12	9	11
Contraception Grossesse	3	1	0	0
Psy Soutien	25	26	7	32
Alcool / Tabac / Drogues	8	19	11	11
Santé générale	16	18	8	20
AME / CMU	6	5	4	5
VIOLENCES				
Agression physique	3	11	7	13
Harcèlement	10	5	0	14
Discrimination	5	4	3	11
Viol	3	13	4	16
Contrainte et exploitation	4	2	1	15
Rupture familiale	3	1	0	12

ORIENTATIONS	2021	2022	2023	2024
Hôpital/médecins	11	8	4	4
SMIT / CeGIDD / centre de vaccination	32	21	26	21
Police	1	1	0	0
Avocate	5	4	2	2
Associations TDS / LGBT / santé sexuelle	42	44	31	35
Autre	5	2	2	2

- **Maraudes numériques jeunes mineur.es /majeur.es**

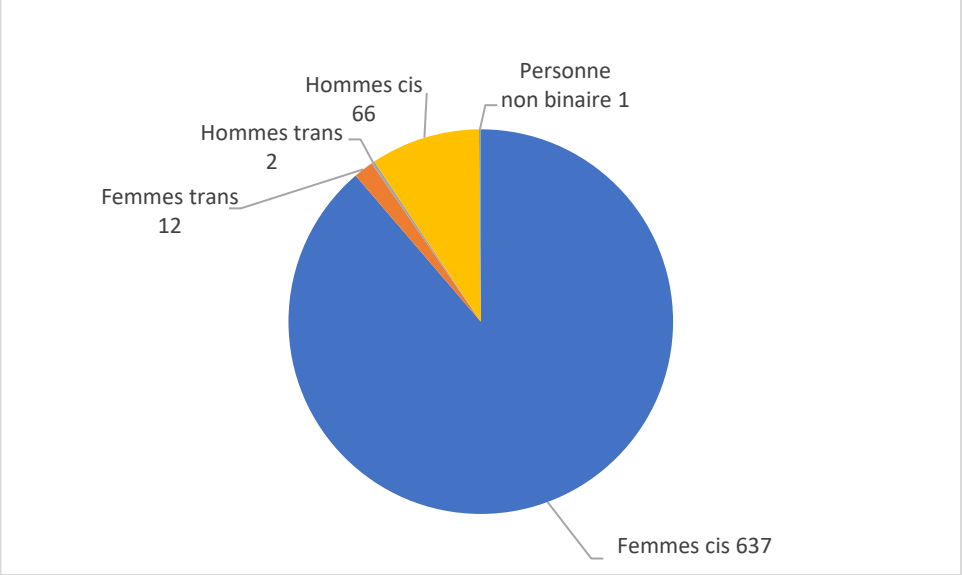
A vu le jour fin 2022 un projet spécifique de maraudes numériques en direction des mineur.es et jeunes majeur.es qui se prostituent.

Nos interventions lors des maraudes numériques ciblent plus particulièrement les réseaux sociaux tels Snapchat, Instagram ou Tiktok largement utilisés par les plus jeunes ; mais aussi des sites de « sugar dating », une nouvelle tendance qui se développe pour les jeunes femmes, sans doute mineures pour une large part d'entre elles.

Les plus jeunes ne sont souvent pas au courant de l'existence d'associations de prévention, c'est alors un long travail de mise en confiance. L'équipe a ainsi assuré des tournées virtuelles hebdomadaires pour entrer en contact avec ces jeunes et instaurer un lien de confiance, afin de prévenir et réduire les violences et les risques concernant la santé notamment la santé sexuelle.

Nous avons également réalisé plusieurs stories sur ces mêmes thématiques, afin de sensibiliser les jeunes et envoyer des messages de prévention et de lutte contre les violences.

Dans le cadre de ces maraudes virtuelles, nous sommes entrés en contacts avec **718 jeunes mineur.es supposé.es ou jeunes majeur.es. 85% d'entre elles sont des jeunes femmes.**



Partenariat : Dans le cadre de cette action, nous avons également développé plusieurs partenariats avec des professionnel.les de la jeunesse ou en lien avec des jeunes :

- rencontre des responsables jeunesse de Toulouse Métropole,
- atelier de sensibilisation des équipes jeunesse de la Métropole en décembre 2023 (45 personnes environ) autour de la prostitution des mineur.es,
- rencontre et échanges avec plusieurs équipes éducatives, le Rectorat, et sensibilisation des équipes (CDEF, sauvegarde 31…),
- participation à une journée de formation organisée par le CD31.

L'ensemble de ces partenariats se poursuivent en 2025, et nous avons intégré le groupe de travail piloté par le Conseil Départemental de la Haute-Garonne, dans le cadre de la protection de l'enfance.

Enfin, nous avons mis en place une **permanence mensuelle pour accueillir les proches de jeunes qui se prostituent** ; dans ce cadre nous avons rencontré 4 mères concernées, avec un fort besoin d'écoute, et plusieurs professionne.les.

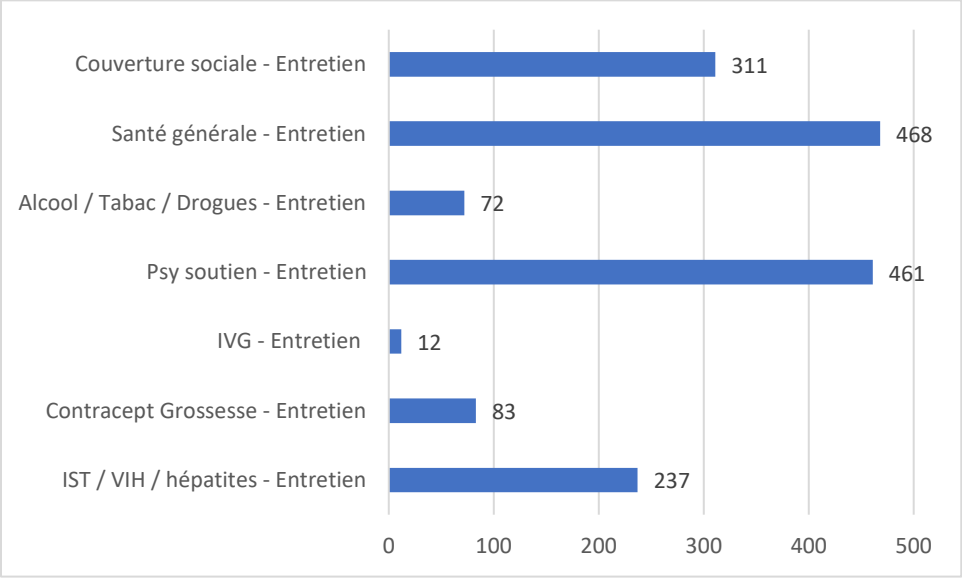
- Dispositif Mineurs de l'association SOLFA à Lilles
- Dispositif Intermède – Mineurs qui se prostituent à Perpignan
- Planning Familial – Dispositif Mineurs- Alpes Maritimes
- Dispositif Mineur Avignon
- CDEF 31

Lutte contre le VIH et les IST, et les inégalités de santé

Nos actions de santé communautaire s'inscrivent dans une démarche de médiation en santé afin de lutter contre les inégalités sociales de santé vécues par les TDS qui se confrontent à la multiplicité des dispositifs existants et à des conditions d'accès aux droits qui provoquent souvent des non-recours et / ou des retards de soins.
La médiation en santé communautaire est assurée par l'équipe de médiateur.rices sous la supervision de l'IDE chargée du pôle santé.
Dans tous les cas, il s'agit pour notre équipe de réduire la méconnaissance des dispositifs par les bénéficiaires et de rendre les soins plus accessibles. Elle assure également une transmission plus pertinente des messages de prévention auprès du public, en diffusant des stratégies adaptées à l'activité, basées sur leurs expériences et compréhensibles par toutes.

❖ Suivis en santé

L'ensemble des conditions d'existence des travailleur.ses du sexe et des personnes qui se prostituent viennent expliquer que la santé n'est pas leur priorité. Pour autant, les 2873 passages au local ont donné lieu à **1673 entretiens** portant spécifiquement **sur les questions de santé** (au cours d'un entretien, plusieurs sujets peuvent être abordés avec une personne, ce qui explique ce chiffre élevé).



Au cours de ces entretiens, les thématiques abordées ont été les suivantes :

VIH/IST/Hépatites	14%
Contraception/grossesse/IVG	5.6%
Santé psy /soutien psy	27.5%
Alcool/tabac/drogue	4.3%
Santé générale	27.8%
Couverture maladie/santé	18.6%

Le nombre de personnes accompagnées à l'association en matière de santé s'élève à **110 personnes**. C'est souvent à l'occasion d'un problème de santé ponctuel que les suivis individuels débutent. Les infirmières de l'équipe établissent en premier lieu un diagnostic à partir duquel elles proposent des orientations.

Nous avons suivi et accompagné **une trentaine de personnes avec des maladies chroniques** (dont 37 suivis VIH/IST/hépatites). Nous assurons la médiation avec les professionnel.les de santé, assurons si nécessaire un **accompagnement physique** aux rendez-vous, expliquons les entretiens et aidons à l'observance du traitement. Lorsque les personnes sont hospitalisées, nous faisons **des visites à l'hôpital**, et préparons le retour dans le logement. Nous effectuons également des **visites à domicile** auprès des personnes qui ne peuvent plus se déplacer en raison de leurs problèmes de santé.

Cette année, nous avons également accompagné **5 femmes pour des question d'IVG et de contraception et 10 femmes pendant leur grossesse.** Nous nous assurons de leur présence aux rendez-vous, leur expliquons le rôle et l'importance des différents examens, et revenons avec elles en détail sur leurs entretiens avec les professionnel.les de santé, afin de nous assurer de leur compréhension et du respect de leurs droits.

Nous avons également accompagné :

- des **personnes usager.es de drogues** en situation d'addictions et de très grande précarité, que nous rencontrons sur la place Belfort. Nous réalisons régulièrement des entretiens concernant l'usage de produits psycho-actifs et des pratiques de chemsex. Cela donne lieu à des accompagnements et des orientations vers nos partenaires.
- **15 personnes consommatrices de produits psychoactifs** (alcool et drogues) sont suivies, en lien avec les partenaires spécialisés.

- des **personnes transgenres** dans leur parcours de transition, à la fois sur le plan médical et juridique. En 2024, **le nombre de personne trans dans la file active au local est toujours important** : 15% en 2024 (contre 13% en 2023 et 6% en 2022). Dans ce cadre, nous rencontrons toujours des difficultés à trouver des personnels médicaux (médecins et psychiatres) sensibilisés aux questions de transidentités. Cela constitue un frein dans l'accès au suivi médical, au dépistage et au soin, car les personnes trans que nous accompagnons

se voient refuser des soins et/ou craignent de se rendre dans un cabinet médical ou à l'hôpital parce qu'elles ont déjà vécu des discriminations dans des situations similaires.

❖ Nos actions de dépistage

Accompagnement au dépistage du VIH et des IST : permanences TROD et partenariat avec le CeGIDD.

Accompagnements au dépistage CEGIDD	**57**
Permanences au CEGIDD	**16**
Permanences CEGIDD HLM à Grisélidis	**4**
Nombre de dépistages réalisés	41
TROD réalisés (au local, en tournées)	**19**
Autotests envoyés	**59**

Nous avons proposé un accompagnement adapté aux besoins de notre public. Il faut noter que **peu de personnes demandent spontanément à accéder au dépistage** : certaines nous sollicitent pour un problème de santé spécifique, ce qui nous permet d'inciter au dépistage ; dans d'autre cas, le dépistage est proposé dans le cadre d'un suivi, en vertu de notre approche en santé globale.

En 2024, nous avons accompagné **deux personnes vivant avec le VIH** dans l'observance de leur traitement. L'une d'elles a découvert sa séropositivité à la suite d'un accompagnement au dépistage au CeGIDD. Par ailleurs, les infirmières de Grisélidis constatent **une hausse des IST** dépistées (chlamydias et gonorrhées) ainsi que des mycoses et vaginoses.

La **permanence bimensuelle au CeGIDD** est proposée une semaine sur deux et assurée par une médiatrice culturelle. Cette année, **nous avons accompagné 57 personnes au CeGIDD** (contre 30 en 2023)**.** C'est le mode d'accompagnement au dépistage que nous favorisons : il nous permet de développer l'autonomie des personnes en levant certains freins spécifiques à l'accès au dépistage (méconnaissance des structures, barrière de la langue, etc.) ; d'encourager le recours aux services de droit commun ; de nous assurer que les personnes bénéficient d'une prise en charge adaptée. Nous constatons donc l'efficacité du partenariat mis en place il y a quelques années avec le CeGIDD, qui garantit un accueil non-discriminant aux personnes prostituées et facilite un suivi mutualisé en cas de résultats positifs. Lors de ces RDV, au-delà du dépistage VIH, ce sont aussi les autres IST qui peuvent être dépistées et les femmes bénéficient de RDV en santé sexuelle avec une médecin du CeGIDD.

Nous expérimentons depuis 2022 **des permanences dites "hors les Murs" (HLM) avec le CEGIDD au sein du local de Grisélidis**. Lors des 4 permanences (1 par trimestre), 41 personnes ont pu se faire dépister.

La permanence TROD au local ou « **hors les murs » dans le bus de prévention** :

Au local, les TROD sont proposés dans le cadre d'entretiens individuels et peuvent être réalisés à tout moment sur demande, lors des temps d'accueil collectif.
Dans le bus, cette année, nous avons continué la mise en place des permanences TROD hors les murs au sein de notre bus de prévention, dans le quartier du Raisin, canal du Midi, et Place Belfort afin de toucher des femmes TDS très éloignées des actions de prévention et de dépistage. Quatre permanences ont été organisées et ont permis de réaliser 19 TROD avec des femmes qui se prostituent.

L'ensemble de ces propositions nous permet de toucher une très grande partie des personnes qui se prostituent à Toulouse, et de les amener à un dépistage régulier.

❖ Santé mentale

L'équipe a assuré 461 **entretiens** de type « soutien psychologique » avec les usagèr.es.
Au-delà du besoin d'écoute que manifeste le public que nous accueillons habituellement, il est devenu nécessaire d'accompagner de manière plus étroite une quarantaine de personnes souffrant de **troubles psychiques sévères**: forte anxiété, dépression, syndrome de stress post traumatique liés à des violences physiques et sexuelles, des discriminations (racisme, transphobie, putophobie). Ces situations sont favorisées par la précarisation, l'isolement, les ruptures familiales, la consommation de produits psychoactifs.
Certaines d'entre elles traversent des périodes très difficiles : risques suicidaires, pathologies psychotiques non traitées. Ces situations sont souvent associées à des pathologies chroniques, des parcours trans difficiles, des situations d'extrême pauvreté/précarité, des vécus de violences.
Afin de s'outiller face à ces besoins croissants, toute l'équipe de terrain a suivi une formation sur la prévention du suicide courant 2022, et l'ensemble de l'équipe est à présent formée aux Premiers Secours en Santé Mentale (PSSM).
Mais face à ce constat de montée en charge des besoins en santé mentale au sein de notre public, la perspective d'une consultation assurée par une psychologue en interne est également devenue une nécessité pour l'association.

Permanences avec la psychologue

Les difficultés à orienter les personnes en souffrance psychique vers des structures, les délais de prise en charge étant particulièrement longs, aussi bien chez les praticiens libéraux que dans les Centres Médico-Psychologiques, nous a conduit à mettre en place en octobre 2022, une **permanence *en interne* avec une psychologue**, deux fois par mois au local de l'association.

La psychologue qui assure ces permanences est qualifiée dans le suivi des expériences traumatiques liées à des violences, notamment auprès de personnes migrantes. Elle participe ponctuellement à des maraudes de rue (en jour et en nuit) pour rencontrer les femmes sur les lieux de prostitution. Les consultations ont lieu sur RDV et concernent aussi bien des suivis ponctuels que réguliers. Les personnes reçues lors de cette permanence sont des TDS, qui

travaillent aussi bien en rue que sur Internet. Un partenariat pour de l'interprétariat multilingue est nécessaire pour le bon déroulement des RDV.
Les besoins repérés concernent principalement un fort besoin de soutien en cas de violences ou d'agressions, les traumas liés au parcours migratoire et à l'exil, et de grandes souffrances liées au rejet/stigmate par rapport au travail du sexe et à la transphobie.

Permanences avec la psychologue à Grisélidis	**25**
Nombre de RDV / permanence avec la psychologue	**160**
Nombre de personnes suivies par la psychologue	**41**

Les rendez-vous avec la psychologue sont très demandés par les TDS que nous accompagnons et nous avons ouvert des créneaux supplémentaires depuis septembre 2023.

❖ L'accès aux droits

Concernant l'accès aux soins, nous veillons à **l'ouverture des droits en santé et** nous nous assurons que leurs droits restent ouverts. Le chiffre des personnes accompagnées est en nette progression. Grâce à l'énorme travail de médiation en santé effectué par nos médiatrices communautaires, 327 entretiens ont été réalisés à ce sujet au local, ce qui a donné lieu à l'ouverture ou au renouvellement de **140 dossiers de couverture santé** (CMU/CSS ou AME).

Permanences CPAM à Grisélidis	**5**
Nombre de personnes aux permanences CPAM	**67**
Ouvertures de droits AME/CMU/CSS (y compris renouvellements)	**175**

Notre nouveau partenariat avec la CPAM de Toulouse nous a permis d'organiser **cinq permanences CPAM «hors les murs» à Grisélidis** en 2024, ainsi nous avons pu faciliter et accélérer les démarches pour les personnes accueillies, aussi bien en termes d'ouverture de droits, que de la prise en charge de dossiers plus complexes.

Nous avons réalisé 15 accompagnements physiques des personnes dans les lieux de soins (Hôpital, CMP, médecins…). Ces accompagnements, assurés par une médiatrice culturelle ou l'infirmière de l'association, permettent de réduire les freins dans l'accès aux droits communs. Ils permettent également des temps de sensibilisation des professionnel.les du secteur, afin de lutter contre les préjugés et le stigmate, et de garantir l'égalité de traitement des usagèr.es.

❖ Ateliers collectifs

L'équipe de médiation a organisé des repas collectifs, de manière communautaire et plus de 200 repas ont été servis durant l'année. Ce moment a pour but la convivialité, les échanges interculturels et l'accès à un repas équilibré et sain. La fête de fin d'année (repas, loto et petits cadeaux) a réuni 70 personnes.

Loto lors de la fête de fin d'année

Lors de la semaine de la santé sexuelle, nous avons organisé :

- Jeux de l'IREPS sur la santé sexuelle, en particulier les IST
- Présentation des vidéos de prévention créées par l'association
- Discussions autour de la santé sexuelle

10 personnes y ont participé.

Nous avons organisé divers autres ateliers pendant l'année :

- Accès aux droits et connaissances des différents types de police
- Jeux de société autour de la santé sexuelle (notamment transmission des IST)
- Manucure

-Atelier sur les différents moyens de contraception
- Atelier crochet et bracelet

Nous avons aussi proposé des temps collectifs autour du corps. Quatre sorties piscine ou Calicéo ont été organisées pour un moment de bien-être et de convivialité pour nos usagèr.es.

Image extraite d'une vidéo de pose de préservatif

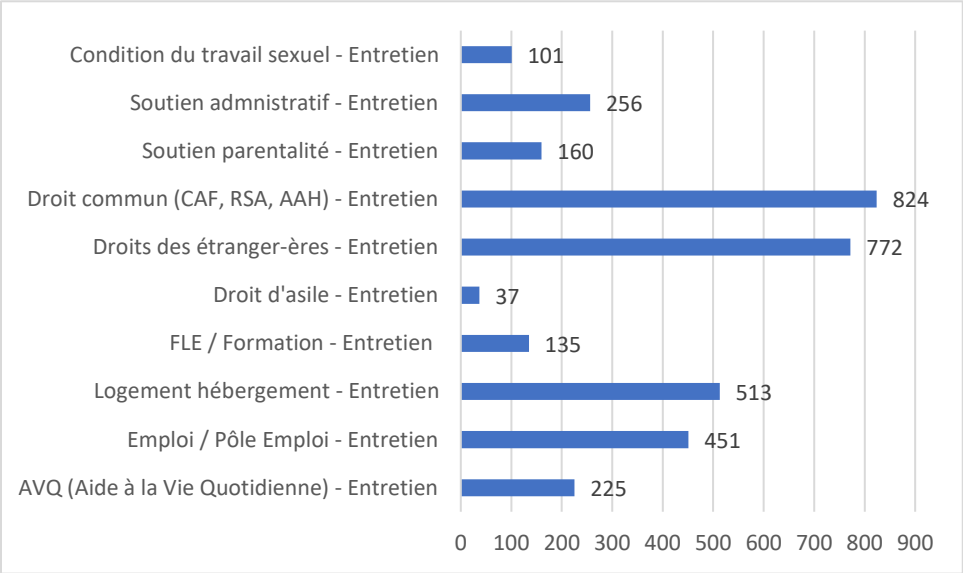
Action de lutte contre les exclusions : emploi, logement, droit au séjour

❖ Entretiens sociaux, accès aux droits

Les besoins d'accompagnement en termes d'insertion sociale et professionnelle via le travail formel, le logement, et l'accès aux droits, notamment le droit au séjour sous toutes ses formes, connaissent une nette augmentation. Cette charge de travail pèse lourdement sur l'équipe.

Notre travail **de médiation sociale, souvent invisible,** représente une part importante des premières demandes : lien avec les partenaires des maisons des solidarités (MDS) afin de pouvoir accompagner les personnes vers le droit commun ; résolution des problèmes rencontrés dans la vie quotidienne (prise de RDV médicaux, règlement des factures, etc…) ; démarches administratives diverses, etc... Ce qu'aucune autre structure ne prend en charge.

Les entretiens ont concerné les thématiques suivantes :



Les 2873 passages au local ont donné lieu à :

Suivis sociaux en 2024	
Suivis sociaux	**210**
Suivis RSA/AAH	**19**
Suivis logement/hébergement	**67**
Suivis Emploi/Insertion	**55**

❖ Accès à l'emploi

Nous avons réalisé **451 entretiens** portant sur l'accès à l'emploi formel et à l'insertion et **135 entretiens** portant sur la formation et les cours de FLE.
Nous comptabilisons **55** femmes suivies en matière d'accès à l'emploi. Comme les années précédentes, les emplois trouvés sont surtout des CDD dans le secteur du nettoyage, souvent à temps partiel et régulièrement renouvelés.
Nous travaillons avec elles la construction d'un projet professionnel, et l'accès à l'emploi direct : recherches d'offres, démarches pôle emploi, rédactions de CV, liens avec les partenaires, liens avec les employeurs. L'équipe réalise également des accompagnements physiques dans les lieux liés à la recherche d'emploi et à l'insertion, en fonction des besoins.

Notre mission a également consisté à aider les personnes à maintenir leurs revenus autres que celui du travail. Nous les avons accompagnées dans la demande et le maintien des allocations CAF, des allocations chômage, du RSA, la prime d'activité, du statut de travailleur.se handicapé.e auprès de la MDPH, et des prestations AAH. C'est un travail qui nécessite un suivi important, notamment pour les dossiers qui doivent être renouvelés régulièrement.

❖ Favoriser la levée des freins à l'emploi par l'accès à l'hébergement, au logement et au soutien à la parentalité

Nous avons réalisé **513 entretiens** portant sur le logement et l'hébergement. Les situations de mal-logement fragilisent les personnes, et contribuent à les marginaliser davantage, ce qui vient mettre à mal leur insertion globale et l'accès à l'emploi formel.
Nous avons cette année encore assuré des temps de médiation avec les bailleurs, aidé à la recherche de solutions d'hébergement en lien avec le 115, et facilité des entrées dans un logement autonome (environ une dizaine de logements trouvés).

Focus :

L'accès difficile au logement et à l'hébergement pour les personnes qui se prostituent

- La majorité des personnes suivies sont **sans domicile fixe**, et ce chiffre est en augmentation. Elles sont en squat, en hôtel 115 pendant plusieurs années, elles habitent chez un tiers ou vivent à la rue (2 personnes).

- Nous constatons tous les ans **des expulsions** à la fin d'un contrat d'hébergement sans proposition de solution ultérieure pour les personnes. C'est notamment le cas pour plusieurs mères avec des enfants de plus de 3 ans.

- Pour les femmes qui souhaitent faire une demande de logement social, les durées de traitement du dossier sont très longues (4 ans).

- Seulement un quart de notre file active (80 personnes sur 330) vit dans un logement stable et autonome (logement social ou du parc privé).

Soutien à la parentalité : Depuis quelques années, plusieurs femmes que nous accompagnons sont devenues mères. Ce sont dans une large majorité (95%) des femmes nigérianes entre 26 et 40 ans. Nous accueillons donc souvent au local des enfants en bas âge, en 2024 nous comptons **170 passages** d'enfants.
De fait, les demandes des femmes en la matière deviennent très importantes, et les démarches liées à la parentalité occupent de plus en plus l'équipe lors des permanences avec ou sans RDV. Cette année, **160 entretiens** ont concerné des questions liées à la parentalité. Nous réalisons avec les futures mères un suivi de préparation à la parentalité (supervision du parcours médical, ouverture de droits, etc.). Nos infirmières sont souvent amenées à rassurer les mères autour des questions de santé concernant leurs enfants, et des accompagnements plus importants sont parfois nécessaires.
Il est toujours difficile pour les femmes sans emploi d'accéder à une place en crèche, or l'absence d'un mode de garde les freine dans leurs démarches de recherche d'emploi : se crée ainsi un cercle vicieux qui contribue à maintenir les femmes dans la précarité.
Nous assurons toujours avec les mères les démarches nécessaires, soit à l'accession à une place en crèche, soit à la scolarisation des enfants (inscription administrative, liens avec le personnel enseignant, traduction des courriers envoyés par l'école, médiation sur le système scolaire français…).

❖ Cours de FLE

L'un des freins les plus importants auxquels les femmes sont confrontées est la barrière de la langue : la plupart d'entre elles ne parlent pas ou très peu le français. Or, la maîtrise du français est un préalable essentiel : sans elle, il est quasiment impossible pour ces femmes qui souvent ne disposent d'aucun diplôme ou qualification, de trouver un emploi. Les partenaires du réseau local de l'emploi nous l'ont fait régulièrement remonter, que ce soit Pôle emploi, ou la Plateforme emploi entreprise avec qui nous travaillons déjà de manière étroite. Mais la barrière de la langue est aussi un obstacle au quotidien, puisqu'elles ne sont pas en mesure d'effectuer seules leurs démarches et rencontrent des difficultés à connaître et faire valoir leurs droits.
Nous avons donc mis en place des cours de FLE en interne. Il s'agit de **deux séances hebdomadaires d'une durée de 2h,** assurées par une professeure de FLE. Les cours portent notamment sur le vocabulaire que les femmes peuvent être amenées à employer dans leurs démarches quotidiennes afin de favoriser leur accès à l'autonomie. Ces cours sont agrémentés de plusieurs propositions et sorties culturelles permettant de mettre en pratique leur compréhension du français, et une appropriation « in situ ». Ces sorties culturelles : spectacles, expositions, médiathèque etc.., permettent de faire des liens entre apprentissage et insertion sociale, dans une démarche citoyenne.
Ces compétences ainsi acquises permettent aux femmes d'être plus autonomes dans leurs démarches quotidiennes, et réduisent progressivement les freins qu'elles rencontrent sur le marché du travail. Ces cours constituent donc pour beaucoup la première étape, essentielle, de leur parcours d'insertion en France. Outre qu'ils leur permettent d'**acquérir des savoirs fondamentaux** ; ils sont également pour elles l'occasion de prendre conscience de leurs capacités et **renforcent leur estime de soi.**

Cours de FLE au local

❖ Suivi des femmes dans le Parcours de sortie de la prostitution

Depuis plusieurs années maintenant, nous assurons l'accompagnement et le suivi des **femmes entrées dans le « parcours de sortie de la prostitution »** et l'accès aux droits associés : titre de séjour, allocation AFIS, cours de FLE, accompagnement vers l'insertion professionnelle et l'emploi, accompagnement vers la santé, le logement. Ce travail est effectué en lien avec les services de la Préfecture, la Délégation départementale aux droits des femmes et les acteurs locaux de l'insertion professionnelle /de l'emploi et de l'hébergement/logement.

Nous avons accompagné **38 femmes en 2024,** ce qui représente un énorme travail de suivi, composé d'entretiens très réguliers puisque leur dossier est réexaminé tous les 6 mois lors des commissions départementales (qui se réunit tous les 3 mois).
Ce parcours représente un réel intérêt pour les femmes (notamment les femmes nigérianes qui en sont à l'heure actuelle les principales bénéficiaires). L'accompagnement global proposé par notre association et les droits auxquels elles ont accès (droit au séjour, accès à l'emploi ou à la formation, logement en IML, etc.) permet aux femmes de sortir du dispositif PSP avec des perspectives de vie renouvelées.

❖ Accès au droit au séjour

En 2024, nous avons réalisé plus **de 800 entretiens** individuels concernant les **démarches de régularisation.** Les situations étant très variées, nous avons été amenées à composer des dossiers pour différents types de demandes (carte séjour, VPVF, TSEM, APS, etc…)
Ces suivis demandent du temps. Nous devons expliquer à la personne suivie la législation et les procédures à suivre mais aussi lui faire prendre conscience des difficultés auxquelles elle doit s'attendre. Nous prenons ensuite rendez-vous avec elle à la préfecture, démarche rendue plus complexe par la numérisation des démarches. En outre, le processus de naturalisation est rendu plus difficile du fait du délai d'attente extrêmement long pour obtenir un rendez-vous. L'équipe réalise avec les bénéficiaires leur dossier (collecte des pièces nécessaires, rédaction) et les accompagnons dans toutes les démarches ultérieures.

Lutte contre les violences

Violences	Bilan **2024**	Bilan 2023
Entretiens individuels autour des violences	**279**	**208**
Dont agressions Dont violences conjugales Dont viols Dont contrainte/proxénétisme Dont harcèlements Dont vol	61 40 32 36 34 22	47 21 26 17 28 15
Entretiens violences en maraudes	**30**	**31**
Entretiens violences Internet	**30** dont 3 viols dont 6 agressions physiques	**18** dont 4 viols dont 8 agressions physiques
Entretiens individuels autour des discriminations	**69**	**54**
Permanences de l'avocate	**46**	**38** personnes reçues
Suivis violences	**33**	**25**
Entretiens Asile	37	71
Entretiens droits des étrangers	772	605

Focus : des agressions plus nombreuses et plus violentes en 2024

Toutes les données statistiques recueillies à l'association montrent **une augmentation du nombre de violences**, que ce soit envers les personnes qui se prostituent dans la rue ou via Internet. *(cf infra)*

Nous constatons une hausse plus particulièrement des violences conjugales.

Nous recensons 61 récits d'agressions, vécues principalement par des personnes qui se prostituent dans la rue mais aussi par des personnes qui se prostituent via Internet. Nous recueillons une part importante de ces récits d'agressions lors de nos actions d'aller-vers : en rue à Toulouse mais aussi lors de nos tournées sur Internet.

Des agressions plus violentes :

- Agressions avec coups de couteau
- Menace avec une armes à feu pour menacer lors de vols et tentatives de vols
- Agressions physiques (coups)
- Viols et tentative de viols
- Tentative d'un client d'écraser une TDS avec sa voiture

En conséquence, nous avons accompagné plus de personnes à la police pour porter plainte, à la médecine légale, et avons orienté vers des dispositifs de soutien psychologique.

❖ Accompagnement individuel des femmes demandeuses d'asile victimes de violences de genre dans leur pays

Notre travail d'information et d'orientation des personnes vers les structures spécialisées se poursuit. A ce sujet, **37 entretiens** ont été effectué par les travailleuses sociales et la médiatrice.

L'accompagnement proposé : Nous rencontrons la majeure partie de ces femmes dans la rue. Certaines d'entre elles sont également orientées vers l'association par les travailleurs sociaux des MDS. Nous ne pouvons plus proposer un suivi individualisé et une aide au récit pour la demande d'asile, nous n'avons jamais obtenu de financement pour ce travail effectué durant de longues années à l'association. Nous effectuons donc une médiation avec les services chargés du premier accueil des demandeur.ses d'asile en Haute-Garonne, et accompagnons la bénéficiaire dans ses démarches avec la préfecture et l'OFII : nous nous assurons de sa présence aux rendez-vous, du respect de ses droits, et de sa compréhension des démarches. Pour chaque bénéficiaire, nous effectuons un travail de médiation vers les institutions afin d'obtenir les justificatifs nécessaires (actes de naissance, etc.) et orientons les femmes vers des professionnel.les en mesure d'attester de leurs traumatismes (gynécologues, psychiatre interculturel, etc.)

❖ Accompagnement individuel des femmes victimes de violences et d'abus : orientation, dénonciation, réparation

Les suivis mobilisent généralement plusieurs salariées, car ils se trouvent au carrefour du soin, de l'accompagnement social et de l'accompagnement juridique. Le nombre d'entretiens réalisés au local est en hausse car les personnes ont été reçues plusieurs fois. A cela il faut rajouter les entretiens réalisés à la suite de notre action d'aller vers sur internet, qui débouchent sur des suivis. Certains ont été assurés conjointement avec notre avocate spécialisée, notamment pour des cyberviolences.

Nous accompagnons les femmes auprès des professionnel.les de santé (médecine légale, PASS, etc.) et leur proposons un suivi infirmier ainsi qu'un soutien psychologique. Nous réalisons également des accompagnements physiques au commissariat de police pour le dépôt de plainte, et les personnes qui le souhaitent peuvent bénéficier d'un suivi juridique par l'avocate de l'association.
En cas de violences, nous recherchons des solutions de mise à l'abri immédiate ; dans des cas de violences conjugales ou de traite des êtres humains par exemple. L'association a proposé des nuitées d'hôtel à plusieurs personnes cette année encore et a fourni des aides à la vie quotidienne (repas, produits d'hygiène, transport), en complément d'un accompagnement à la recherche d'hébergement en lien avec le 115.
Il est important de noter que les demandes d'hébergement 115 pour des violences autre que les violences conjugales sont rarement satisfaites.

En 2024 nous avons accompagné :
- 5 dépôts de plainte et suivis juridiques pour des faits de proxénétisme, viols, agressions de clients.

- 2 dépôts de plainte pour **TEH**, dans le cadre du L-425.1.
- 2 femmes en situations de **violences conjugales**, avec des orientations vers l'APIAF, et un suivi juridique par notre avocate.

❖ Travail en partenariat avec l'avocate spécialisée

La permanence mensuelle assurée par une avocate spécialiste du droit des victimes a eu lieu une fois par mois au local de l'association. En 2024, 46 personnes ont bénéficié d'un rdv juridique individuel.

❖ Lutte contre les discriminations/violences : actions de sensibilisation et de formation

Ces actions ont pour but de sensibiliser les professionnel.les et le grand public, en déconstruisant les nombreux préjugés qui entourent à la fois la prostitution, la migration, et la violence contre les femmes.

Nous avons participé et organisé **divers évènements militants** durant l'année :

- Le 13 avril nous avons organisé la troisième édition du **SIDRAGTION**, évènement festif pour collecter de l'argent pour le SIDACTION
- A l'occasion du **25 novembre**, nous avons participé au carrefour des associations avec la tenue d'un stand d'informations, et à la manifestation organisée par les collectifs toulousains afin de visibiliser les violences faites aux femmes et les féminicides, pour rappeler que des travailleuses du sexe sont victimes elles aussi de féminicides.
- Le **1er décembre** nous avons participé à la manifestation organisée dans le cadre de la journée mondiale de lutte contre le VIH/SIDA.
- Enfin, pour le **17 décembre,** dans le cadre de la journée internationale de lutte pour les droits des TDS, nous avons organisé une manifestation, suivi d'un rassemblement avec dépôt de gerbe à Place Belfort et d'une scène ouverte en hommage aux TDS assassinées.

De plus, comme les années précédentes, des sessions de sensibilisation ont été réalisées auprès des promotions du master GEPS à l'Université Toulouse Jean Jaurès (20 personnes), de l'école de travail social ERASME (30 personnes). Nous sommes aussi intervenues auprès du site de formation de la Croix Rouge (25 personnes).

La journée portes ouvertes a été décalée à début 2025 (février).

Nous avons également reconduit notre participation au **projet « Jasmine** », programme initié par Médecins du Monde France, pour lutter contre les violences vécues par les personnes prostituées. Nous sommes membres du comité de pilotage et partageons dans ce cadre nos constats de terrain avec d'autres associations lors des journées d'échanges.

❖ Semaine autodéfense avec une formatrice du SWAG

La semaine de l'auto-défense a été décalée au printemps 2025 afin de proposer des actions d'aller-vers avec d'un climat plus doux (sur demandes des usagères de l'association).

❖ Grisélidis est soutenue par

Nous tenons à remercier l'ensemble de nos financeurs pour leur soutien qui a permis le maintien, et le développement de nos actions.